

■ ANNALES HISTOIRE,
SCIENCES SOCIALES
n° 5, septembre-octobre 1997
52^e Année

Hommage à Bernard Lepetit

La ville, l'usage des catégories, et les expéditions scientifiques sont les thèmes retenus, dans ce numéro, pour un hommage à Bernard Lepetit. Ils évoquent les principaux sujets de ses interventions dans le débat intellectuel. L'*interdisciplinarité*, les *échelles d'observation*, l'*expérimentation* et l'*économie des conventions* ont fait l'objet des préoccupations méthodologiques de notre historien. Il a marqué par ses œuvres l'historiographie en voie de renouvellement des années 1990. Sa démarche est provocante pour sa corporation peu portée à la réflexion théorique, mais également source de propositions novatrices. Essayer de les reprendre en compte est une manière de lui rendre hommage.

Certaines questions concernant la ville auxquelles se heurte l'historiographie, ne reçoivent de réponse adéquate, suggère B. Lepetit, qu'au prix d'un changement d'objet et d'espace. La recherche de décalages s'avère heuristique. Aussi *Les Annales*, s'ouvrent-ils sur les pratiques populaires dans les villes du Japon médiéval et sur le problème de la transformation de l'environnement dans la région de Mexico au XIX^e siècle. Christian Topalov mène, quant à lui, une enquête dans l'œuvre de Maurice Halbwachs, une recherche d'histoire sociale des sciences sociales ayant construit des objets villes.

L'usage des catégories est l'un des points saillants du tournant critique dans les *Annales* des années 1990 dont B. Lepetit est l'un des instigateurs. C'est une question centrale pour qui réfléchit sur les modèles de connaissance en histoire. Daniel Nordman en donne une illustration à travers l'analyse de quelques catégories de la science géographique. Sur un tout autre plan, les récits des expéditions scientifiques permettent de repérer des modèles de connaissance élaborés par des voyageurs aux prises avec un objet nouveau.

École des Hautes Études en Sciences Sociales,
54, boulevard Raspail - Paris.

■ CAHIERS DE LA MÉDITERRANÉE
n° 54 - juin 1997

Mots et migrations

L'intérêt porté à l'acteur social, au local et aux mots du social et du réel constituent, depuis un certain temps, les manifestations de nouvelles méthodes d'investigation. Réfléchir sur les questions de société à partir des mots est une démarche particulièrement heuristique. Elle révèle un état d'esprit qui considère les réalités sociales dans leur dimension dynamique. Ces dernières naissent, évoluent et disparaissent avec la naissance, l'évolution et la disparition des mots qui les expriment.

L'appréhension des phénomènes migratoires requiert l'analyse d'une gestion sémantique qui se traduit souvent par des difficultés à nommer et à désigner l'autre. Les pratiques langagières en matière d'immigration ne sont guère étrangères à l'imaginaire social et au système de représentation qui les gère. Elles révèlent les manières de penser, les liens entre ce qui est posé comme rationnel et ce qui relève de l'inconscient. Jamais neutre, le vocabulaire éclaire les rapports sociaux et notamment ceux entre une société et cette part d'elle-même qu'est l'étranger.

Brouillage, ambiguïté, confusion, stigmatisation, et amalgame ont caractérisé les diverses appellations de l'étranger dans l'opinion publique en terre d'immigration, notamment en France depuis la Première Guerre mondiale et plus particulièrement depuis les années soixante. L'emboîtement des représentations liées aux rapports de travail, à l'héritage colonial et aux relations entre Occident et Tiers Monde, compose l'image de l'immigré : celle de l'étranger par opposition au national, du mélangé par opposition au pur, etc. Dans ce contexte, le terme étranger s'efface au profit de celui d'immigré. Objet d'un flou sémantique, ce dernier permet aux nationaux de se définir par rapport à l'autre. C'est toujours le pays de l'immigration (l'ingroup) qui nomme, désigne et classe les étrangers (l'outgroup).

Centre de la Méditerranée Moderne et
Contemporaine, B.P. 209 - 06204 Nice Cedex 3.

■ INSANIYAT - REVUE ALGÉRIENNE
D'ANTHROPOLOGIE ET DE SCIENCES
SOCIALES
n°2, automne, 1997

Espace habité. Vécus domestiques et formes d'urbanité

La vie urbaine laisse de plus en plus remonter ce que le projet urbanistique excluait. Cette réflexion de M. de Certeau, cité par A. Lakjaa, pourrait résumer le projet de la présente livraison. La ville algérienne est appréhendée du point de vue de ses habitants s'appropriant l'espace et lui donnant des sens renouvelés par rapport à ceux qui lui ont été assignés en d'autres temps (la ville ancienne, les maisons traditionnelles) ou par des concepteurs d'abord soucieux de rationalisation fonctionnelle. Les appropriations portent sur des objets divers, le foncier et les coopératives immobilières, l'habitat individuel ou collectif, la rue de quartier ou de centre-ville, le hammam, la mosquée, les jardins publics... Elles prennent des formes variées, éphémères ou durables, individuelles, familiales, ou encore plus collectives, jouant avec les réglementations. Elles sont le fait d'acteurs multiples : élus locaux, cadres moyens et supérieurs, "beznassa" et "hittistes", locataires et propriétaires, hommes ou femmes, enfants..., et s'opèrent selon différentes modalités : par les usages, le marquage et les aménagements de l'espace, le jeu, l'utilisation des ressources qu'offrent les lieux, par une présence massive, les imaginaires, ou encore par les mots qui découpent et hiérarchisent l'espace et le discours qui dénonce et rejette. Ces appropriations révèlent une urbanité en construction empruntant à des façons d'habiter inscrites plus ou moins anciennement dans l'histoire de l'Algérie et des villes étudiées (Oran, Constantine, Biskra), définie par M. Madani comme la *synthèse créatrice des héritages du passé et des innovations en cours*. Elles révèlent des permanences mais aussi certaines transformations à l'oeuvre dans les sociétés urbaines en Algérie et qui ne vont pas sans rappeler certaines observations dans les pays voisins, le Maroc et la Tunisie.

Cité Bahi Ammar, Bloc A, n°1 Es-Sénia,
Oran. B.P. 1955 Oran El M'naouer. C.P. 31000
Oran Algérie.

■ ISLAM DE FRANCE

Revue d'information et de culture musulmane

Déplorant le fait que les musulmans de France vivent dans un état de *sous-développement médiatique*, un certain nombre de dirigeants associatifs, d'universitaires et de journalistes ont décidé de lancer en janvier 1997 le premier magazine musulman de l'Hexagone, revendiquant ouvertement une vocation communautaire : *le besoin de culture islamique et de réflexion sur la place de l'Islam en France, nécessitent un vrai organe de presse.*

Les animateurs de cette nouvelle revue affichent clairement leur volonté de jeter les bases d'un islam indépendant, non soumis aux pressions des pays d'origine (Algérie, Maroc, Tunisie...) et aux bailleurs de fonds du golfe Persique. Aussi, souhaitent-ils se faire les avocats d'un "Islam de France" qui ne se limite pas pourtant à un "islam français", dont une assimilation excessive contribuerait à altérer la portée universaliste de la religion musulmane.

La ligne éditoriale de la revue se situe à mi-chemin entre le débat d'idées et le guide pratique à l'usage des croyants et des opérateurs islamiques de France.

Outre des contributions générales sur le sens du message divin, l'histoire de la religion musulmane en Europe, le statut de l'islam en "terre infidèle", la revue propose de nombreuses rubriques sur la vie quotidienne des musulmans de France. Les rédacteurs ont ainsi réalisé un recensement complet des associations et des fédérations musulmanes, en retraçant de manière synthétique leur histoire et leurs relations avec l'État français et les pays arabo-musulmans. Ils accordent également une large place aux organisations de jeunes musulmans de la région parisienne et de la banlieue lyonnaise, en publiant leur profession de foi et leur programme d'activités.

Signalons, enfin, une rubrique critique "Livres et lectures sur l'islam" qui constitue un précieux outil de travail pour les chercheurs en sciences sociales.

Islam de France - 12, avenue Karl Marx
porte 83 - 93000 Bobigny.
Tél. 01 48 30 66 69 - E-mail Islam-Fr @ hol.fr

■ LE MONDE ARABE DANS LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MARS)

Paris, Institut du Monde Arabe, n°8, 1997, 120 p en français + 72 p en arabe

La revue de l'Institut du Monde Arabe consacre cette livraison à la religiosité collective et aux différentes formes vécues de l'expérience religieuse, c'est-à-dire : non normatives, non canoniquement prescrites ni nécessairement inscrites dans l'orthodoxie de l'histoire de l'islam.

Le dossier, intitulé : "*Figures de saints, Islams au quotidien*" (pp. 29-66), est composé d'une série de quatre entretiens avec des chercheurs travaillant sur ce champ pour différentes parties du monde musulman. Cette pluralité donne opportunément son sens au pluriel "d'Islams" dans le sous-titre et les attendus du dossier. Ainsi évoque-t-on, avec Rachida Chih, la situation des ordres mystiques dans l'Égypte contemporaine, pays où ces institutions atteignent un haut degré d'efficacité sociale, économique politique; avec Jean-Louis Triaud, l'Afrique subsaharienne où l'expansion des grandes confréries a toujours été, et aujourd'hui encore, le vecteur essentiel de l'islamisation et de ses évolutions. Gilles Veinstein pour l'ensemble ottoman et Alexandre Popovic pour l'aire balkanique retracent le rôle décisif de la pensée, des pratiques et des institutions soufies, socialement structurantes dans l'expérience de ces régions de l'Islam.

Deux entretiens complémentaires encadrent ce dossier. Le premier, de portée sociologique générale, est fourni par Danièle Hervieu-Léger qui rappelle les recompositions paradigmatiques majeures de sa discipline, la sociologie du religieux, et insiste sur le fait que ces révisions théoriques, notamment autour de la notion de "sécularisation", ne signifient nullement pour cette discipline une perte de son objet. Le second entretien, avec l'historien marocain Abdelahad Sebtî, forme une introduction au dossier proprement dit quand il s'attarde sur l'importance du phénomène de la sainteté et du confrérisme comme objets désormais non contournables de l'histoire comme de l'historiographie maghrébines.

Si une liste des publications de ces deux derniers intervenants est fournie, on peut regretter l'absence d'une bibliographie générale, qui aurait utilement guidé le lecteur non spécialiste.

Institut du Monde Arabe, 1, rue des Fossés
Saint-Bernard 75236 Paris Cedex 05

■ M.A.U.S.S.

n° 10, 2^e semestre 1997

*Guerre et paix entre les sciences
Disciplinarité, inter et transdisciplinarité*

Existe-t-il une voie possible entre un isolationnisme disciplinaire stérile et une transdisciplinarité soporifique ?

C'est à cette question redondante, mais jamais épuisée, que les animateurs du M.A.U.S.S. tentent d'apporter une série de réponses, en rejetant d'entrée deux postures : celle de l'étanchéité radicale entre les sciences, fondée sur un présupposé de supériorité et celle du dialogue disciplinaire dont la vocation irénique est louable mais souvent vide de sens.

En effet, on observe aujourd'hui chez la plupart des "spécialistes" une *cécité organisée*, notamment dans les sciences dotées d'une forte identité disciplinaire. Or, comme le rappelle à juste titre Alain Caillé (épistémologue), *c'est toujours à la marge que s'initient les découvertes les plus fécondes.*

Partant de ce constat, les auteurs du M.A.U.S.S. cherchent à renouer avec une démarche qui, sans renier les identités disciplinaires (constructions socio-historiques), crée les conditions d'un *modus vivendi* entre les disciplines, selon une *forme d'interaction*, telle que l'a définie Marcel Mauss. Ils fondent leur réflexion sur une hypothèse originale, mettant en exergue l'analogie et la consubstantialité entre le développement des configurations politiques et l'essor des sciences en Occident. Aborder le débat de la coexistence des disciplines, c'est d'abord les considérer comme *des constructions collectives de même forme et de même ampleur que les États-nations.*

Pour les sciences, comme pour les États, s'exprime une tension permanente entre un idéal d'universalité (le mythe d'un langage et d'une culture universels) et la défense de la spécificité (la préservation de son identité). Toutefois, l'on ne peut se contenter de cette situation qui contribue à figer les sciences dans une posture à la fois narcissique et hégémonique, d'où la nécessité de promouvoir des *passeurs* et des *traducteurs* entre les disciplines.

M.A.U.S.S. 3, avenue du Maine, 75015 Paris.

■ LE DÉBAT

n°97 novembre-décembre 1997.

Aborder la question de la démocratie sous l'angle du renouvellement de ses principes, telle est l'ambition des contributions réunies dans le présent numéro, qui tente de rendre compte des profonds changements à l'oeuvre dans les démocraties libérales. Jürgen Habermas met l'accent sur le rôle primordial du droit dans cette transformation et Lucien Karpik analyse, à travers le double exemple de la lutte contre la corruption des moeurs et contre celle des dirigeants, les raisons de l'avancée politique de la justice, notamment dans l'énonciation des *conditions nécessaires du vivre ensemble*. Alors que Jean-Fabien Spitz expose les principes d'une pensée républicaine capable de concilier souveraineté collective et droits de l'homme, Andréa Exler montre l'ampleur de la mutation de l'entendement démocratique en Occident. Constatant une redéfinition de l'individualisme démocratique, il reconnaît la pertinence de la théorie de J. Rawls à propos de la "privatisation de la différence", c'est-à-dire l'établissement d'un ordre permettant aux citoyens de poursuivre leurs buts et de vivre conformément à leurs convictions, tout en les empêchant d'imposer leurs valeurs aux autres. Cette théorie, affirme l'auteur, aboutit à une conception du politique où l'État gendarme est supplanté par un État "gardien de zoo" doté d'institutions *spécialisées dans le gardiennage et la protection des exotismes dont elles assurent la coexistence pacifique* et où le consensus social est fondé sur *une procédure qui ne prédétermine pas le contenu de la décision sur laquelle elle porte*. Mais, pour Andréa Exler, cette version contemporaine de l'individualisme démocratique pose autant de problèmes qu'elle en résoud. Traduisant un *rejet effréné de la dimension collective de l'existence individuelle*, elle génère un recul de la conscience de classe et agit comme un puissant facteur de dépolitisation.

Le Débat, Éditions Gallimard, 5, rue Sébastien-Bottin 75328 Paris Cedex 07.

■ REVUE DES SCIENCES JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES ET DE GESTION DE SOUSSE

Vol. 1 - n°1, juin 1997

Signe de son développement, la Faculté de Droit, des Sciences Économiques et Politiques de Sousse vient de donner naissance à une nouvelle revue scientifique tunisienne qui, comme l'indiquent son titre aussi bien que son contenu, tend vers une certaine pluridisciplinarité. Dans son premier numéro du mois de juin 1997, sur quatorze contributions publiées, huit sont consacrées à des questions juridiques et six relèvent des domaines de l'économie et de la gestion. Dans sa forme, cette revue, dont la périodicité annoncée est semestrielle, présente une division en fonction de la langue d'expression. La partie en langue arabe comprend, notamment, des articles concernant le rôle du juge administratif dans la protection du domaine public (M. El Ajmi) ; le statut de "chef de famille" (M. El Habib Chérif) ; les droits fondamentaux de l'homme (Y. Ben Achour), ainsi que deux commentaires d'arrêts (I. Ben Rejeb, F. Belkani). Dans la partie en langue française, sont publiées des contributions relatives au management (M. Frioui) ; à la corruption dans certains corps de fonctionnaires (A. Aouij Mrad), ou aux défis de la globalisation financière (A. Cartapanis). Il nous faut également signaler la présence de deux articles en anglais, rédigés par un professeur d'économie, associé à la Faculté de Sousse (K. H. Ghali) et par deux universitaires de la *Business and Economics University* des Émirats Arabes Unis (F. S. Al-Shamsi et S. Elshihabi). C'est que la revue semble vouloir donner la parole à des auteurs issus de différentes institutions, tunisiennes ou étrangères. Nous devons cependant regretter l'absence, dans ce premier numéro, d'un "éditorial" ou d'une simple déclaration d'intention précisant la volonté des fondateurs de la revue et les orientations de cette dernière.

Faculté de Droit et des Sciences Économiques et Politiques de Sousse.
Cité Erriadh. 4023 Sousse. Tunisie.

■ REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

Vol. 47 - n°5, octobre 1997

Quelle figure de Gellner derrière sa *Société civile*, et pour quel Panthéon des sciences sociales ? Jean Leca, dans son article intitulé *Ernest Gellner, un poppérien historiciste ?* voit dans le dernier ouvrage du grand anthropologue la meilleure défense des sociétés démocratiques, où la société civile rend le monde vivable par ses disjonctions entre le politique et l'économique, entre la vérité et l'identité, permet la mobilité professionnelle et idéologique des individus, et se nourrit du progrès scientifique et technique.

Incontournable au point de s'accommoder de *nouvelles civilisations* ? Optimisme tempéré par Jean Leca, qui pointe quelques menaces. Et d'ailleurs comment la justifier, dans et sur le silence des valeurs de la société civile ?

Suivent deux études sur la socialisation politique. Alfredo Joignant fait un bilan critique des approches quantitatives et appelle à une appréhension des différentes dimensions de la citoyenneté, qui ne se résument pas au comportement électoral.

Vincent Tournier réévalue les enjeux du choix de l'école, publique ou privée, à partir des résultats d'une enquête menée dans les lycées du département de l'Isère, montrant la persistance des déterminants politiques et religieux du choix et, d'une certaine manière, son efficacité.

Enfin, un article de Grégory Derville retrace les batailles médiatico-politiques autour de la reprise des essais nucléaires français à Mururoa, et l'ambiguïté des rapports entre les journalistes et leurs sources, dans la "construction" des événements médiatiques.

Revue Française de Science Politique - Presses de Sciences Po, 44, rue du Four 75006 Paris.